

Autorité Environnementale
Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale
après examen au cas par cas sur le projet dénommé
« Modification du croisement des pistes Arpette et Belvédère –
Station des Arcs »
sur la commune de Bourg Saint Maurice
(département de la Savoie)**

Décision n° 2019-ARA-KKP-1843

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n° 2018-415 du 7 décembre 2018 du préfet de région, portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Madame Françoise NOARS, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2019-03-06-29 du 6 mars 2019 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2019-ARA-KKP-01843, déposée complète par ADS-Domaine skiable Les Arcs/Peisey Vallandry le 26 février 2019, et publiée sur Internet ;

Vu la saisine du directeur général de l'agence régionale de santé, en date du 12 mars 2019 ;

Considérant la nature du projet, qui consiste à remodeler des pistes existantes sur une surface d'environ 2 hectares pour un volume remué d'environ 10 000 m³, incluant la démolition et la reconstruction d'un transformateur électrique ;

Considérant que le projet se situe sur des pistes de ski existantes, dans un secteur en majeure partie déjà remanié et soumis à forte fréquentation hivernale ;

Considérant que, le projet se trouvant partiellement à l'intérieur du périmètre de protection rapproché du captage de Rocher Fendu, le dossier de demande contient un document dénommé « Note environnementale », qui, précise qu'un hydrogéologue agréé s'est rendu sur le site le 08 novembre 2018 et que l'agence régionale de santé a émis un avis favorable sous réserve du respect des préconisations de l'expert listées en conclusion du rapport ;

Considérant, en ce qui concerne les milieux naturels, que cette « note environnementale » conclut au fait que les travaux vont très majoritairement impacter des milieux déjà remaniés et que seuls 1446 m² d'habitats naturels seront concernés ;

Considérant qu'en ce qui concerne les espèces végétales protégées, les stations de lycopode des alpes ont été évitées par le projet ; que celles situées à proximité des travaux seront mises en défens ;

Considérant, en ce qui concerne le paysage, que la note environnementale contient une analyse à plusieurs échelles et qui conclut à un impact négligeable en raison notamment de l'état actuel du site ;

Concluant que, au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet dénommé « Modification du croisement des pistes Arpette et Belvédère – Station des Arcs » sur la commune de Bourg Saint Maurice (Savoie) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014 susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

DÉCIDE :

Article 1

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet dénommé « Modification du croisement des pistes Arpette et Belvédère – Station des Arcs » sur la commune de Bourg Saint Maurice, enregistré sous le n°2019-ARA-KKP-1843, présenté par la commune de Val d'Isère, n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.
Elle ne préjuge pas des décisions qui seraient prises à l'issue de ces procédures.

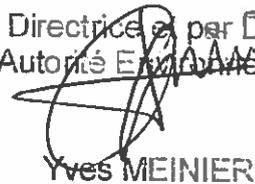
Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le 27 mars 2019

Pour préfet, par délégation,

Pour la Directrice et par Délégation,
Pôle Autorité Environnementale



Yves MEINIER

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif ou le RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03